

CONFÉRENCE DE GILLES BERGERON

Professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi

Je voudrais d'abord remercier mon collègue Marc-Urbain Proulx de cette invitation à participer au colloque. Je pense que c'est une activité intéressante, importante. Ça demande beaucoup de travail, beaucoup d'énergies, beaucoup d'initiatives pour organiser une activité comme celle-là. Alors, je voudrais le remercier de son invitation et également remercier tout son équipe qui travaille à l'organisation de ce colloque. Je voudrais également souligner la présence de beaucoup d'entre vous qui avez travaillé au cours des dernières années dans le développement de la région. Vous êtes tous des acteurs importants et que vous soyez encore présents dans ces activités c'est un signe d'engagement et c'est un signe aussi de l'importance que vous accordez à ces projets. En fait, vous n'êtes probablement pas considérés comme des gens imputables mais vous êtes quand même des gens responsables et peut-être que l'on pourra utiliser le concept d'imputabilité citoyenne pour parler de façon plus savante de l'implication que vous avez eu au cours des dernières années.

Je vais d'abord vous présenter le plan de l'exposé. Alors, dans un premier temps, je vais d'abord parler de la trajectoire du développement de la région à travers les différents sommets socioéconomiques que nous avons tenu au cours des années 1984 à 2004. C'est une activité importante pour comprendre ce qui s'est passé dans notre région et ça va nous permettre de suivre à la fois les apprentissages que nous avons réalisés, les projets également que nous avons mis de l'avant à l'intérieur de ces sommets économiques.

Vous savez, dans les périodes de crise, il y a parfois des nouveaux messies qui veulent réinventer le monde en faisant table rase de tout ce que l'on a fait. Je pense que c'est important bien sûr de voir les nouveaux problèmes mais de voir aussi le travail que nous avons fait au cours des dernières années pour résoudre un certain nombre de ces problèmes. J'attirerai également votre attention sur

quelques chiffres. J'en emploierai très peu aujourd'hui mais je vais le faire pour quelques chiffres. Je vous rappelle qu'avant le sommet de 1984, on était passé, de janvier 1980 en janvier 1983, on était passé dans une région comme la notre de 105 000 emplois à 76 000 emplois. Donc, une diminution de 25 000 emplois en trois ans. Lorsque l'on a entrepris les travaux du sommet de 1984, les grandes entreprises sont venues nous dire que l'on ne créerait plus de nouveaux emplois. Alors, un moment donné, on s'est remis ensemble et on a relevé les défis à travers un certain nombre d'activités de solidarité et on s'aperçoit qu'entre 1981 et 2001 on est passé de 110 000 emplois à 127 000. Malgré une décroissance importante des emplois dans le secteur industriel, il y a eu globalement une croissance de 17 000 emplois au cours des vingt dernières années. Donc, il y a eu quand même, des efforts significatifs qui ont été fait par les acteurs du développement de la région et il faut refaire un peu cette trajectoire pour en comprendre le développement.

Dans un deuxième temps, je vais essayer d'attirer votre attention sur un nouveau phénomène qui m'apparaît de plus en plus important. C'est en quelques sortes un changement de paradigme. On est en train de passer d'une société industrielle à une société du savoir. Et là il y a des changements beaucoup plus profonds qui s'annoncent dans l'environnement et il faut, je pense, être capable si l'on veut se projeter dans les dernières années, il faut comprendre plus en profondeur ce phénomène de la société du savoir. Il faut être capable de travailler dans le cadre de ce nouveau paradigme pour être capable de trouver des solutions à nos problèmes. Bien sûr, on est encore dans une société industrielle, il y a des combats, il y a des débats qu'il faut faire. Je pense qu'avec les jeunes, qu'avec les nouveaux acteurs, si on veut se projeter en 2025, il faut regarder plus en profondeur le nouveau monde qui s'annonce et il faut développer des stratégies appropriées. C'est en quelque sorte, les éléments de réflexion que je vais vous amener pour réaliser cette activité.

Au cours des derniers mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer les dirigeants d'une vingtaine d'organisations dans les régions de Montréal et Québec que ce soit au niveau des pôles technologiques, Laval, Saint-Laurent, Saint-Hyacinthe, Québec, que ce soit également les organisations qui s'occupent de support aux entreprises qui font de l'innovation, les organismes de transfert technologique. Alors, j'étais en mesure de voir les efforts extraordinaires qui se font dans les métropoles pour être capable de mieux maîtriser cette économie du savoir et je pense que nous devons ensemble nous donner les moyens pour être capable d'être plus actifs dans ce secteur. C'est un peu le plan de ma présentation.

Dans un premier temps, je vais regarder avec vous le sommet de 1984, vous voyez le titre « Une région à la recherche d'alternative », on était déjà conscient qu'il fallait inventer de nouvelles solutions à nos problèmes. Je situe un peu aussi cette démarche très rapidement parce que, bien sûr il y avait eu des activités de planification du développement de la région mais c'était davantage des activités à caractère bureaucratique donc qui avait été pensé à partir de l'État québécois. On a ici une première démarche participative qui a été mise en place, il y a eu une très forte implication de tous les acteurs locaux et il y a une tentative aussi de mobiliser la population. Je vous rappellerai simplement que, pendant trois jours, les débats ont été télédiffusés et les acteurs sociaux ont eu devant le public à rendre compte jusqu'à un certain point de leurs actions mais aussi des défis qu'ils voulaient relever. On a également, dans le cadre de ce premier sommet, fait le diagnostic de la situation. Je dois dire aussi que j'ai été très impliqué parce que j'étais responsable du contenu et membre du comité directeur mais il y avait également sept de mes collègues de l'Université qui ont été appelés à définir la stratégie dans différents domaines et c'est quand même intéressant de constater que l'on parlait beaucoup de développement régional à cette époque et qu'il n'y avait pratiquement aucune activité de recherche qui se faisait dans les secteurs de l'aluminium, la forêt, une émergence dans le secteur des mines mais quand même la recherche était très peu liée aux activités de développement de la région. Alors, on a réalisé à cette époque bien sûr que l'on

était dans une région où la création d'emplois était relativement faible, qu'il y avait une sous-utilisation des ressources humaines. Le taux de chômage était en moyenne plus élevé que la moyenne québécoise de 2 % à 3 % et surtout que notre taux d'activité était le plus bas. Donc, ça faisait en sorte qu'on avait en quelques sortes un déficit d'entre 15 000 à 20 000 emplois par rapport à la moyenne québécoise. C'est un phénomène qui s'est continué mais quand on regarde sur une période d'une vingtaine d'années, la situation par rapport à la moyenne québécoise ne s'est pas nécessairement détériorée.

On a constaté aussi à cette époque que l'on avait un taux de syndicalisme élevé dans la région, beaucoup plus élevé que la moyenne québécoise. On disait à l'époque que l'on avait plus de problèmes au niveau de la main-d'œuvre donc il y a eu quand même des réflexions qui ont été mises en place pour améliorer les conditions et les relations de travail mais on a réalisé aussi que la situation n'était pas nécessairement plus mauvaise qu'ailleurs et on avait quand même plus de chances d'avoir des jours de grèves perdus parce que, comme notre taux de syndicalisation était plus élevé, bien sûr les jours perdus étaient en relation avec le taux de syndicalisation. Forte dépendance des ressources naturelles, des grandes entreprises, des pouvoirs extérieurs publics et privés, c'est une constatation que l'on regarde encore aujourd'hui mais je pense que la dépendance des grandes entreprises est moins forte. À l'époque on avait 75 % des emplois industriels qui dépendaient des grandes entreprises, 25 % des petites alors que la moyenne québécoise se situait autour de 50-50. Croissance lente de la population et vieillissement, c'est un phénomène que l'on continue d'observer non seulement dans une région comme la notre mais dans l'ensemble des régions du Québec. Les gens se déplacent vers des régions qui offrent de plus grandes opportunités d'emplois. Il y a d'autres phénomènes qui jouent aussi mais ça demeure le facteur le plus important. Secteur manufacturier peu diversifié dans les secteurs à faible croissance donc ça veut dire que si on œuvre principalement dans l'activité économique où la croissance s'est fait bien sûr la croissance des emplois va être plus faible. Bien sûr, au cours des vingt

dernières années, on va voir quand même qu'il y a eu des efforts et que ces efforts ont donné quand même des résultats dans certains domaines. Bonnes infrastructures dans le domaine de la santé et de l'éducation et le constat a permis également de consolider ces secteurs et ça demeure un acquis qu'il faut bien sûr défendre de plus en plus. Faiblesse et morcellement du pouvoir local également.

Les solutions mises de l'avant, c'était clair à cette époque et ce l'est encore aujourd'hui, que la modernisation des grandes entreprises étaient souhaitables mais qu'elles s'accompagnaient d'une suppression d'emplois. Encore là, on réalise que les grandes entreprises qui sont modernisées ont au moins maintenu leurs activités mais qu'il y a eu une perte d'emplois dans ces grandes entreprises. Les préoccupations environnementales prennent de l'importance déjà à cette époque et on va voir qu'à travers le temps on a développé une expertise dans ce secteur qui nous permet d'être reconnus à l'échelle du Québec. Au niveau du tourisme, c'est un instrument de diversification industrielle ou régionale. À l'époque bien sûr, Québec ou encore les fonctionnaires disaient qu'il n'y avait pas d'avenir pour le tourisme dans une région comme la notre. Les acteurs régionaux disaient « C'est un créneau qu'il faut mettre en place ». Déjà à cette époque, il y a eu des efforts qui se sont fait et les efforts se sont poursuivis pendant une vingtaine d'années. On voyait aussi l'importance d'aider les petites entreprises à exporter, l'importance accrue des activités de recherche et de développement et on va voir que pendant les vingt dernières années on a fait des efforts qui sont importants dans ce secteur avec des résultats qui peuvent être appréciables. Et également on reconnaissait que l'implication de la société civile était nécessaire pour le développement de la région.

Les principaux résultats : développement d'une conscience régionale plus forte; reconnaissance de l'importance de la concertation et d'un pouvoir régional accru; mobilisation autour de l'emploi et des nouveaux rapports capital-travail; consensus sur l'autoroute Alma-La Baie, l'ensemble des maires présents à un

moment donné avaient donné leur accord et on s'est aperçu que, bien sûr, il y a eu beaucoup d'hésitations et de remises en question et c'est un débat qui se fait depuis vingt ans; plan régional de développement récréo-touristique, on reconnaissait que c'était une priorité mais là il y a eu la création d'un véritable plan; il y a également démarrage de la recherche sur la transformation de l'aluminium et la productivité régionale, il y a eu un premier mandat qui a été donné à l'intérieur de ce sommet qui consistait en une recherche d'autour de 50 000 \$ pour savoir qu'est-ce que l'on allait faire dans ce secteur et on va voir qu'au cours des vingt dernières années, dans chacun des sommets, on a progressé à l'intérieur de cette démarche et également au niveau de la productivité végétale; création d'un incubateur d'entreprises et d'une société de capital de risque avec SOCCRENT, encore là, au cours des vingt dernières années, il y a eu dans plusieurs institutions une progression importante; création de rapports de partenariat entre la grande et la petite entreprise avec la naissance de STAS, c'est une entreprise qui progresse encore mais malheureusement il n'y a pas eu nécessairement beaucoup d'autres initiatives dans ce secteur et dans les partenariats avec l'Alcan il y a toujours des phases plus intenses que d'autres. Bien sûr, à cette époque on était en négociation du bail sur la Péribonka donc il y avait une attention plus particulière qui était portée aux besoins, aux désirs, aux initiatives régionales.

Au sommet de 1991, on a le sommet que l'on va appeler « L'État-accompagnateur ». Le cadre qui est déterminé est un cadre beaucoup plus rigide. Le gouvernement du Québec s'est dit, avec les premiers sommets, on arrive à toute une série de propositions qui nous dérangent, donc on va s'organiser pour que les positions s'inscrivent à l'intérieur des préoccupations des ministères sectoriels. On avait fixé un budget de cinq millions et on s'est dit « Voilà, vous allez établir des priorités numériques et c'est à l'intérieur de cela que l'on va discuter à la table du sommet ». Les principaux résultats, on a quand même ici la mise en place de la Région laboratoire de développement durable, je vous rappelle qu'en 1984, les environnementalistes, dans un premier temps, avaient

voulu s'exclure des activités du sommet, ils avaient trouvé le moyen de se réintégrer. Il y avait eu quand même des propositions de caractère général. Là, on a vraiment la création d'une activité spécifique et c'est la première priorité du développement de la région. Bien sûr, la Région laboratoire de développement durable existe encore et elle a développé une expertise tout à fait valable dans ce secteur. Comme résultat, il y avait aussi : la construction d'une piste cyclable au Lac-Saint-Jean, c'est un outil de base à la fois sur le plan des loisirs et sur le plan touristique; la création des Grands jardins de Normandin; consolidation du CQRDA, Centre québécois de recherche sur le développement de l'aluminium, donc c'est un nouvel outil que l'on se donne pour établir des liaisons plus étroites entre les petites et les moyennes entreprises, les organismes de recherche et les différents partenaires dans ce secteur. L'idée était sortie en 1988 mais en 1991 on a quand même la consolidation de cette organisation. Comme résultat, on a aussi la consolidation de SOCCRENT. On avait le problème avec le contournement de Jonquière pour l'autoroute Alma-La Baie donc les négociations ont permis de trouver un commencement de solution à ce problème.

En 1996, on a un changement d'orientation importante, une nouvelle mise en place, on appelle ça les opérations de planification stratégique. Alors, « Donnons-nous les moyens de construire notre avenir », c'est une opération importante qui a eu lieu et on a pris cette opération au sérieux. Ça vient quand même du ministre Picotte je vous le rappelle qui disait « On va arrêter de faire une planification par projets. Il faut que vos activités, vos demandes s'inscrivent dans un plan stratégique plus global ». On a pris cela au sérieux au niveau de la région et on s'est, en quelque sorte, donné un plan d'actions d'un gouvernement régional. Ça n'a pas nécessairement plus aux autorités en place parce qu'elles voyaient que sur le plan du contrôle des ressources naturelles, du contrôle des pouvoirs, il y avait des initiatives très importantes et des bouleversements qui étaient proposés. Il y a eu quand même des débats, des hésitations, et on va par la suite qu'il y a eu des suites plus opérationnelles à donner.

L'analyse de la situation c'est que l'on constatait qu'elle ne s'était pas nécessairement améliorée depuis 1984 mais qu'il y avait quand même des possibilités au niveau de l'exploitation des ressources, au niveau de la recherche en liaison avec la région, le potentiel d'industries touristiques et on avait développé un fort sentiment d'appartenance. Donc, on considérait que l'on était en mesure de prendre plus de pouvoir dans le développement de notre région. Je vous rappelle que ces thèmes ne plaisaient pas nécessairement à l'État central parce que lorsqu'on avait établi une table sur le pouvoir régional dans le sommet de 1984, cela avait pris environ un mois de discussion pour convaincre les organisateurs de la pertinence de cette activité.

Les solutions qui ont été mises de l'avant, à l'époque on parlait déjà de l'importance de créer davantage d'emplois dans la fonction publique dans la région. On parlait aussi d'un fonds régional de reconversion qui était alimenté par la contribution des redevances sur les ressources naturelles. Il y avait quand même un argument important qui avait été développé en se disant que l'exploitation des ressources naturelles ne crée plus d'emplois mais il y a par contre beaucoup d'activités économiques qui est générée donc des retombées qui se font ailleurs par l'exploitation de ces ressources naturelles. On était tout à fait conscient que c'était important de se donner un outil avec des moyens appropriés pour être capable de pratiquer une reconversion industrielle soutenue. On avait fait l'analyse, il y avait 88 millions de redevances qui étaient versés au gouvernement du Québec et on se disait que si on avait 50 % de ces redevances dans un fonds régional sur une période de dix ans, ça va nous donner 500 millions pour être capable vraiment d'avoir un capital de risque vraiment significatif pour transformer la face de la région. Bien sûr, c'est une proposition, on va le voir, qui est encore sur la table aujourd'hui mais quand même le rational était là c'était de voir que les redevances devraient servir à un plan de reconversion. Il y avait également toute une série d'autres propositions qui étaient faite à l'intérieur de ce plan stratégique.

Les principaux résultats, il y a quand même des résultats opérationnels qui ont été réalisés même si on n'a pas atteint l'ensemble des objectifs. La création de la Vallée de l'aluminium, on a quand même un budget de 400 000 \$, des avantages fiscaux qui sont orientés vers la deuxième et troisième transformation et on verra aussi bien sûr qu'il faut poursuivre dans cette voie mais à l'intérieur de nouveaux outils à mettre en place. Il y a également aussi la création du CRÉPAS qui a développé une expertise unique au Québec soit la lutte au décrochage scolaire. On a réalisé que, pour le développement de la région, un des actifs les plus importants et ça va le demeurer au cours des prochaines années, c'est les ressources humaines. Quand on s'apercevait que le taux de décrochage scolaire était un des plus élevés au Québec, on s'est dit « Il faut s'attaquer à ce problème de façon sérieuse » et, plutôt qu'en parler, il y a une réalisation qui s'est mise en place avec la collaboration du projet ÉCOBES et c'est une expertise qui a donné des résultats au cours des cinq dernières années. C'est un élément qui m'apparaît très important pour le développement d'une région comme la notre. Parmi les résultats, il y avait le développement du secteur minier au niveau de la prospection, la cartographie, la création d'un consortium de recherche. On avait des actifs dans ce secteur qui ont été consolidés. Dans les résultats, il y a aussi le fonds régional de la recherche forestière avec un budget de cinq millions sur cinq ans. Déjà, il y avait des initiatives qui ont été prises mais ces initiatives ont été consolidées à partir de 1996. Et également, il y a eu un projet sur les indicateurs de développement durable qui permet de consolider notre expertise au niveau de ce secteur.

Sur le plan stratégique de 2001-2006, il y a douze tables sectorielles qui ont assuré la continuité du plan de 1996. Il y a également le Rendez-vous des régions en 2003 qui a permis de reprendre un certain nombre de propositions et on retrouve ici bien sûr la création d'un fonds régional autonome, privé, à buts lucratifs, spécialisé dans le démarrage d'entreprises avec un fonds de 430 millions. Si on avait réussi en 1996 à avoir 50 % des redevances, les 430

millions seraient déjà à l'œuvre pour le développement de la région. On parle ici de financer à même les avantages fiscaux, les contributions des fonds de pension, les contributions des gouvernements. Il y a également un projet de consolidation de la filière du bois au niveau de la valorisation du bois et également mise en place d'une usine pilote. Encore là, c'est une réflexion qui s'approfondit et qui est essentielle pour le développement de ce secteur. Il y a la création d'un centre québécois d'expertise en développement durable. On a ici l'expertise dans le secteur qui veut se commercialiser à la grandeur du Québec. Bien sûr il y a d'autres projets dont la propriété des ressources naturelles qui revient sur la table. Il y a également le projet ACCORD où là on cherche dans le fond à mettre en valeur les créneaux innovateurs de la région et de les relever de façon plus systématique. Mais vous voyez que les dernières initiatives se sont situées quelque part avant le changement de gouvernement et nous sommes bien sûr en attente des développements qui vont se produire dans ces secteurs.

Parmi les principaux acquis que je retiens de ces sommets, on a d'abord une meilleure compréhension des problèmes de développement. Il y a eu plusieurs acteurs régionaux qui ont été impliqués pendant vingt ans donc on connaît mieux nos problèmes. Des rapports de collaboration entre les acteurs sociaux plus harmonieux, encore là il y a beaucoup de progrès à faire mais quand même on s'est donné des forums, on s'est donné des cadres pour le faire. Implication de la société civile, on a une activité comme aujourd'hui qui témoigne de cette implication. Vision régionale du développement qui se consolide. En 1996, on avait non seulement parlé de développement économique mais on avait parlé déjà de l'amorce d'un projet de société. Il y avait un manifeste qui avait été proposé et qui amenait une vision du développement. Bien sûr, il va falloir le remettre à jour à la lumière des développements qui s'en viennent. Régionalisation des actions gouvernementales sur des bases plus opérationnelles. Les sommets économiques ont permis aux régionaux de mieux influencer les politiques sectoriels du gouvernement de façon modeste.

On a également des changements qui sont mis en place comme la progression dans les services de financement aux entreprises, je parlais tout à l'heure de SOCCRENT, fonds de solidarité, je parle également du fonds de la CSN, du fonds des caisses populaires. Progression dans les services de loisirs, culture, tourisme. On a quand même des activités significatives qui ont pris place dans ces secteurs. Progression de l'expertise dans la promotion du développement durable et dans la lutte au décrochage scolaire. Ce sont des expertises que l'on essaie maintenant de commercialiser à l'échelle du Québec, que l'on devrait penser à commercialiser à l'échelle du monde. Progression dans la volonté des acteurs régionaux de prendre des initiatives et d'avoir des pouvoirs accrus. On a une capacité d'initiative plus grande et je pense que l'on est prêt à assumer un pouvoir plus important.

Cependant, encore là on a une forte dépendance des pouvoirs extérieurs et chaque fois qu'on œuvre dans un secteur on le réalise très fortement. On a fait des changements mais on les fait souvent à des rythmes beaucoup trop lents. Je parlais tout à l'heure du projet d'autoroute Alma-La Baie, on parle de projets mais on les réalise à des rythmes qui sont beaucoup trop lents, il faut se battre beaucoup trop fort par rapport aux résultats que l'on obtient. On a également des initiatives dans beaucoup de secteurs mais ce n'est pas évident que ça a une portée stratégique qui est porteuse de grands changements et on est également dans un nouveau paradigme qui s'annonce qui est la société du savoir et je pense qu'il y a des défis encore très importants à relever.

Le nouveau chantier que je vous propose comme piste de réflexion, c'est de comprendre et de saisir les opportunités de la société du savoir. Ça veut dire qu'il y a un nouveau paradigme qui se met en place, un nouveau monde qui s'annonce et je pense que la réflexion de l'avenir on doit chercher à mieux comprendre ce monde, à mieux développer des stratégies pour s'y insérer et ce n'est pas évident ce qui s'annonce mais je pense qu'il faut être très attentif à ces

changements si on veut se positionner de façon positive au cours des vingt prochaines années.

J'ai essayé ici très brièvement de mettre en place quelques tableaux qui nous viennent d'une analyse que les Brésiliens font à l'intérieur de ce modèle pour voir les grands changements qui s'annoncent. Donc, au niveau du marché, dans la société du savoir, c'est clair que l'on a un marché global dans lequel il faut être capable de comprendre les dynamiques alors que l'on avait avant davantage des marchés locaux, des marchés régionaux, des marchés nationaux.

Les produits qui vont être exigés ce sont des produits qui auront une très grande qualité et qui vont avoir un contenu intellectuel beaucoup plus important. Et là, bien sûr, les connaissances sont un élément clé de ce type de société. On s'en va également vers des nouveaux produits et services qui sont reliés à l'éducation, à la culture, aux loisirs, aux sports, à la santé et aux arts. Donc, les nouveaux créneaux de développement sont souvent dans les services très spécialisés, dans l'expertise que l'on peut avoir dans ces services-là et également dans les services d'information.

Au niveau des modèles politiques, on s'en va vers des modèles où la décentralisation va être de plus en plus importante parce que la capacité d'innovation doit venir au niveau local et on doit se donner les moyens de support. On va parler plus de régulation plutôt que d'exécution. Donc, la place des acteurs, qu'ils soient privés, public, coopératifs, va devenir plus importante. L'éveil écologique est un éveil qui prend une place plus grande. Plus grande régulation aussi au niveau international dans ce secteur. Au lieu de parler de culture de masse, on va parler de synergie des institutions, de multidisciplinarité, de la capacité d'interventions multiples. On a une vitesse de changements qui est beaucoup plus rapide. Comme quelqu'un me le faisait dire tout à l'heure, la recherche ça prend du temps mais en même temps on vit dans un monde qui change de plus en plus rapidement et les entreprises sont de plus en plus

branchées sur les profits à court terme. Et également, les infrastructures de communication changent de façon magistrale, on passe d'un monde où la télévision était le moyen principal et on s'en va vers les télécommunications et les services d'Internet qui prend une importance de plus en plus grande.

J'ai essayé de garder ici quatre facteurs clés qui sont essentiels à l'intérieur de l'économie du savoir. Le premier facteur qui prend de l'importance c'est la question de l'information et on parle ici de cueillette, de traitement, d'entreposage. Alors, on a développé des capacités de bien comprendre le monde de la manufacture, comment on va être efficace dans ce secteur et on a 50 % du monde qui travaille dans le secteur de l'information et on comprend très mal comment s'organiser pour rendre ces gens-là efficaces. Certaines analyses nous indiquent que les gens passent 80 % du temps dans la collecte d'information et très peu au niveau de l'analyse et du traitement alors qu'il faudrait faire l'inverse, être capable de collecter l'information d'une façon plus rapide et également mettre beaucoup plus de temps au niveau de l'analyse et du traitement mais on a encore assez peu de méthodologies, assez peu d'expertises pour être capable de voir comment on doit travailler dans une société où l'information devient un facteur clé. Deuxième élément, c'est le passage de l'information à la connaissance. Il faut être capable d'interpréter ces informations, leur permettre aussi de les traduire de façon à ce qu'elles nous aident à résoudre les problèmes dans nos organisations. Ici, j'ai mis l'attention sur les connaissances qui sont les plus essentielles au niveau des entreprises. Parfois on parle de connaissances techniques, de connaissances abstraites, les premières que l'on met de l'avant c'est la connaissance des clients. Une entreprise qui veut réussir dans un monde comme le nôtre, c'est une entreprise qui va avoir une connaissance beaucoup plus en profondeur du monde de ces clients qui fluctue, qui change beaucoup plus rapidement. Connaissance aussi des meilleures pratiques et des processus. On est dans un monde en compétition beaucoup plus forte donc quels sont les meilleurs processus, quelles sont les meilleures pratiques qui se font dans le secteur? Mettre l'accent aussi

sur les forces et les compétences d'entreprises. L'entreprise doit connaître les secteurs dans lesquels elle a une expertise particulière qui est valorisée à une échelle plus large cette expertise. Aussi, mieux connaître ses produits et ses services et également sa compétition. Vous voyez que la connaissance, elle s'applique à l'ensemble du processus d'entreprise.

On passe de la connaissance à l'innovation parce que si la connaissance reste à l'intérieur des cerveaux, il n'y a pas de changement économique. Donc, c'est le transfert des connaissances dans les organisations et également entre les organisations. De plus en plus, ce qui est important pour réaliser l'innovation, c'est la confiance, c'est le capital social, c'est la capacité de travailler ensemble qui est l'élément clé qui va permettre de passer plus rapidement de la connaissance à l'innovation. Donc, le développement des rapports de collaboration et de confiance, ça devient un élément essentiel dans une société de l'information.

Bien sûr, aussi, il faut être capable de passer à la commercialisation donc lier les solutions innovatrices avec les besoins actuels et futurs du marché. Ces quatre éléments là, sont des éléments qui sont très fortement liés. Je les ai mis à partir de l'information mais très souvent, il faudrait partir de la commercialisation, regarder quelles sont les innovations qui sont essentielles pour satisfaire au marché et voir les connaissances qui sont utiles et l'information dont on a besoin. Donc, c'est un processus interactif.

Au niveau des opportunités et des menaces, il y a le rôle croissant de la connaissance. Ça veut dire qu'il y a des possibilités de niches qui vont s'ouvrir dans différents secteurs. Il faut avoir des acteurs qui sont capables de détecter ces niches et qui soient capables de les mettre en valeur. Bien sûr, parmi les menaces, il y a une augmentation des écarts de connaissance entre les pays et entre les régions. Il y a parfois de la part de nos gouvernements une volonté de concentrer les connaissances au niveau des grands centres alors que si on veut

participer à la société du savoir il faut avoir droit à notre part de spécialisation dans le secteur des connaissances.

Révolution de l'information et des communications : on a un accès beaucoup plus facile à la connaissance et à l'information mais également on peut aussi parler de fracture numérique entre les pays qui sont branchés et les pays qui ne sont pas branchés. On a l'avantage au Québec d'être en Amérique du Nord et lorsque l'on regarde les indicateurs, nous demeurons un des pays les plus branchés même par rapport à l'Europe. Au niveau de la région, je pense que l'on n'est pas en retard par rapport au reste du Québec.

Avec la globalisation du marché du travail on a accès à une expertise, aux habilités et connaissances qui viennent de partout à travers le monde. Je vous rappelle simplement qu'au niveau des universités américaines, il y a 25 % des étudiants qui viennent des autres pays du monde. Ça peut permettre d'avoir accès à un bassin de gens formés un peu partout dans le monde mais également on vit dans un monde où il y a parfois un exode des cerveaux importants et dans la région on connaît ce phénomène.

Également, il y a la globalisation des marchés et des biens et services. De plus en plus, la valorisation de l'expertise elle se fait au niveau de la conception des produits, elle se fait au niveau de la commercialisation et dans le secteur de la fabrication on s'aperçoit que la valeur ajoutée diminue, la compétition est de plus en plus forte et donc ce sont des secteurs où les menaces vont devenir de plus en plus grande. Il y a toute une série de changements politiques et sociaux qui peut amener des problèmes mais qui invite aussi à plus de créativité pour les réseaux.

Deux mots, sur les changements dans la gouvernance. Est-ce que les changements de gouvernance ça va nous permettre de mieux résoudre ces problèmes? Il y a deux grands changements qui viennent de se produire :

création de ville de Saguenay et mise en place de la Conférence régionale des élus. Comme opportunité, il y a la capacité d'action stratégique plus grande. Il y a des menaces : perte des dynamismes locaux, ruptures possibles avec la MRC, tensions accrues avec le Lac-Saint-Jean. Mais je continue de penser que la création de ville de Saguenay permet ou permettra de donner une plus grande capacité stratégique à la ville et la région d'agir et même si je respecte très bien l'analyse de mes collègues économistes sur les coûts administratifs de ces fusions, même si les arguments qu'ils amènent sont des arguments que je trouve raisonnable, même si je comprends très bien le sentiment d'appartenance des gens de La Baie, je continue de croire que c'est un projet mobilisateur, c'est un projet d'avenir et c'est un projet que, s'il est bien mener, il peut mener les résultats à terme. Au niveau de la création de la Conférence régionale des élus, comme opportunités, il y a une crédibilité accrue, des liaisons plus étroites avec les politiques locales donc il faut voir que là il y a une opportunité. Il y a également des menaces, si on n'est pas capable d'intégrer la société civile à ces activités je pense que c'est une perte extraordinairement importante. Également, il y a un danger de confiscation de la stratégie locale et régionale au profit des stratégies locales. On peut vouloir se répartir les fonds pour être capable d'aider chacune des municipalités à en faire un peu plus et délaisser l'action stratégique au niveau de la région. Et enfin, il faut surveiller le désengagement du gouvernement du Québec. Si à un moment donné il veut mettre des gens plus imputables et leurs renvoyer des responsabilités sans leurs donner les moyens, à ce moment-là ça va être une stratégie qui ne donnera pas les résultats attendus.

J'avais mis également quelques pistes de réflexion. Je vais en mentionner quelques-unes : promouvoir le développement des compétences, c'est un élément essentiel; promouvoir l'entrepreneuriat, encore là il y a des activités qui se font mais il faut aller beaucoup plus en profondeur dans le travail qui se fait dans ce secteur; promouvoir la création d'une technopole régionale, on a créé la Vallée de l'aluminium mais il faut élargir ce concept à un concept plus large, il

faut s'inscrire dans les grands mouvements contemporains qui s'établissent là-dessus et la technopole est un des outils; promouvoir la confiance et la collaboration entre les partenaires de l'innovation, il y a des outils maintenant qui se développent, il y a des expertises qui sont développées. Il faut aller chercher cette expertise et je pense qu'il faut arrêter de pleurer sur l'esprit de clochers et il faut apprendre à travailler de façon scientifique dans ces nouveaux secteurs. Je parlais ici de l'expérience du CEFRIO qui utilise les nouvelles technologies de communication pour œuvrer dans ces problèmes. Promouvoir la capacité de financer les initiatives nouvelles, bien sûr je suis un partisan d'un fonds régional mais encore là je suis partisan d'un fonds régional à partir des redevances. Je pense que c'est un fonds public dans lequel il va falloir prendre des risques plus importants et je pense également que c'est important de promouvoir un pouvoir régional accru.

Je l'ai mis en anglais pour dépolitiser mon intervention là-dessus, la traduction française vient de La Presse donc on ne pourra pas la soupçonner de quelques sentiments politiques que ce soit « Nous devons apprendre à compétitionner en étant plus malin que radin ». Ce que je veux dire ici c'est que la société dans laquelle nous sommes entrés, la société du savoir, va exiger une capacité de maîtriser la complexité plus grande, ça va exiger des efforts, une vision et un moment donné ça va exiger des moyens appropriés là-dessus et les pouvoirs publics vont devoir investir de façon significative et le capital social dont nous disposons et qui est le secteur le plus important à l'avenir, c'est un capital social de coopération, c'est un capital social d'enthousiasme et c'est également un capital social de croyance en l'avenir. Ce sont des éléments qui sont essentiels et je pense que la trajectoire que nous avons franchie au cours des dernières années est une trajectoire prometteuse et même si nous avons des problèmes importants à résoudre, nous devons quand même regarder le monde qui s'annonce pour être capable d'y faire face de façon imaginative.

Je vous remercie.